

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 28 juillet au 08 août 2025

Les États-Unis imposent jusqu'à 30 % de droits de douane à l'Afrique du Sud et 15 % à plusieurs pays d'Afrique australe (BBC)

Le 1er août, les États-Unis ont officiellement annoncé de nouveaux droits de douane sur les importations en provenance de 69 pays, invoquant des motifs de **réciprocité commerciale et de sécurité nationale**. L'Afrique du Sud figure parmi les pays les plus durement touchés, avec un taux fixé à 30 %. Selon le gouvernement sud-africain, cette mesure pourrait coûter jusqu'à 0,3 point de PIB. Si la SARB alertait initialement sur la perte de 100 000 emplois potentiels, le Department of Trade, Industry and Competition (DTIC) prévoit un impact limité à 30 000 pertes d'emplois. Les principaux secteurs concernés sont l'automobile (usine Mercedes-Benz d'East London) et l'agriculture (agrumes, vin, fruits à coque).

D'autres pays d'Afrique australe sont également concernés, avec des droits majoritairement fixés à 15 %. Ce taux, bien que moins élevé, reste supérieur au tarif de base de 10 % appliqué aux pays exclus de l'Annexe I du décret américain (qui répertorie les pays jugés non réciproques ou à risque pour la sécurité nationale), parmi lesquels figure Eswatini.

Dans certains cas, ces mesures ont été revues à la baisse par rapport aux annonces initiales. Le Lesotho, initialement menacé d'un droit de douane de 50 %, se voit finalement appliquer une taxe de 15 %. Ce recul, bien que partiel, constitue un soulagement pour ce pays enclavé dont près de 30 % des exportations (essentiellement des vêtements en denim, notamment des jeans Levi's) sont destinées au marché américain. Sur les 12 000 emplois du secteur textile, 9 000 étaient directement menacés. A noter toutefois, que des suppressions de commandes, et donc d'emplois, ont déjà été actées.

Face à ce durcissement commercial unilatéral, le gouvernement sud-africain a fermement condamné une décision jugée injustifiée, tout en s'abstenant de riposter. Le *Department of Trade, Industry and Competition* (DTIC) a promis des mesures d'accompagnement pour les entreprises impactées : un « bureau de soutien à l'export » devrait ainsi être mis en place pour identifier de nouveaux débouchés commerciaux. Malgré les contraintes budgétaires, des mesures de soutien ciblées ont été promises par le Président Ramaphosa et pourraient être annoncées prochainement, notamment dans le secteur automobile.

Sommaire:

Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud publie un nouveau projet de feuille de route climatique pour la période 2026–2035 ([Daily Maverick](#))
- Un nouveau soutien gouvernemental de 4,75 Mds EUR en garanties supplémentaires au logisticien national Transnet, fortement endetté ([MoneyWeb](#))
- Création d'un véhicule de garantie de 500 M USD pour soutenir les premiers projets privés de transmission électrique en Afrique du Sud ([Engineering News](#))
- Recours juridique d'Eskom contre l'octroi de licences de négoce d'électricité par le régulateur Nersa ([Engineering News](#))
- Le ministre des télécommunications Solly Malatsi effectue une visite en Chine ([MyBroadband](#))
- L'Afrique du Sud obtient un prêt de 500 M EUR de l'Allemagne pour sa transition énergétique juste ([Business Day](#))
- La Banque centrale (SARB) abaisse son taux directeur à 7,00 % et annonce une cible d'inflation à 3 % ([Resbank](#))

Angola

- Le gouvernement annonce une ligne de financement de 54,6 MUSD pour soutenir les entreprises victimes des émeutes de fin juillet ([Ministère des finances](#))
- La banque centrale débloque 162,7 M USD pour soulager la pression saisonnière sur le marché des changes ([BNA](#))

Malawi

- Le FMI conclut sa consultation au titre de l'article IV avec le Malawi et alerte sur une situation macroéconomique et financière préoccupante ([FMI](#))

Mozambique

- Fitch confirme la note de crédit du Mozambique à CCC ([Fitch](#))
- La SFI prolonge son financement du développement pour le projet Chimuara–Nacala au Mozambique ([Powerline](#))
- La Banque centrale abaisse son taux directeur à 10,25 % ([Banco de Moçambique](#))

Namibie

- TotalEnergies conditionne son investissement dans le champ pétrolier offshore Venus à des garanties du gouvernement namibien ([Namibian Sun](#))
- Une filiale de China National Chemical Engineering Company sélectionnée pour la construction (EPC) du projet Hyphen, principal projet d'hydrogène vert du pays ([The Brief](#))
- La Namibie souhaite imposer une obligation de 51 % de participation locale dans les nouveaux projets miniers ([Business Express](#))
- La Namibie lance une stratégie décennale pour moderniser et étendre ses marchés de capitaux, visant à tripler la valeur des actifs cotés d'ici 2035 ([Moneyweb](#))

Zambie

- L'inflation ralentit au mois de juillet ([Zamstats](#))
- Le FMI approuve un décaissement de 184 M USD et le gouvernement annonce la sollicitation de l'extension du programme ECF ([Reuters](#))

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud publie un nouveau projet de feuille de route climatique pour la période 2026–2035 (*Daily Maverick*)

Le gouvernement sud-africain a publié, le 30 juillet 2025, une version révisée de sa Contribution Déterminée au niveau National (NDC) pour la période 2026–2035. Ce nouveau cadre, soumis à consultation publique pendant 30 jours, prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre à 350–420 Mt CO₂-eq d'ici 2030, puis 320–380 Mt CO₂-eq à l'horizon 2035, avec l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Pour la première fois, ces engagements s'appuient sur une base légale, via le Climate Change Act de 2024, qui entérine le principe d'une « transition juste ».

Le gouvernement souligne cependant la nécessité d'un soutien financier international accru pour atteindre ces objectifs. Lors de la COP26 en 2021, l'Afrique du Sud avait obtenu 11,5 Mds USD dans le cadre du Just Energy Transition Plan (JETP), dont 1 Md EUR apporté par la France, en contrepartie d'un premier engagement (350–420 Mt CO₂-eq à l'horizon 2030).

Malgré le renforcement du pilier adaptation (eau, agriculture, infrastructures, biodiversité), d'importantes incertitudes pèsent sur la mise en œuvre, en particulier en raison des exemptions accordées aux principaux émetteurs du pays. Eskom, qui représente à lui seul environ 42 % des émissions nationales, a obtenu des dérogations temporaires aux normes de qualité de l'air pour huit centrales à charbon jusqu'en 2030 ou 2034. Sasol, responsable de 11 % des émissions, a pour sa part réduit de 70 % son budget dédié à la décarbonation d'ici 2030, désormais estimé à 4–7 Mds ZAR (200–350 M EUR), contre 15–25 Mds ZAR initialement annoncés. Ensemble, Eskom et Sasol concentrent plus de 50 % des émissions de CO₂ du pays qui s'élevaient à 397 Mt en 2023.

Un nouveau soutien gouvernemental de 4,75 Mds EUR en garanties supplémentaires au logisticien national Transnet, fortement endetté (*MoneyWeb*)

Le gouvernement sud-africain a approuvé une nouvelle enveloppe de 4,75 Mds EUR de garanties supplémentaires en faveur de Transnet, l'entreprise publique en charge des ports et du réseau ferroviaire. L'objectif de cette décision est de couvrir les remboursements de dette sur les cinq prochaines années, préserver la liquidité du groupe et accompagner la mise en œuvre d'une ambitieuse transformation du groupe.

Cette mesure intervient alors que plusieurs agences de notation internationales ont récemment abaissé la note de crédit de Transnet, alertant sur sa faible capacité de trésorerie. Le ministère des Transports (DoT) précise que cette enveloppe se répartit en deux volets : la moitié sera allouée directement au service de la dette (environ 7 Mds EUR de dette), tandis que l'autre moitié vise à atténuer les risques liés à d'éventuelles dégradations supplémentaires de la notation de la dette existante. Cette annonce fait suite à une première série de garanties accordée en mai 2025, d'un montant de 2,7 Mds EUR.

L'enjeu pour Transnet est de contribuer au plan de transformation du secteur logistique sur quatre ans, présenté début juillet par la ministre des Transports, Barbara Creecy. Le programme prévoit un budget global de plus de 3,5 Mds EUR pour le rail et 1,16 Md EUR pour les aéroports.

Le plan fixe des objectifs ambitieux : transporter 250 millions de tonnes de fret d'ici 2029, atteindre 600 millions de trajets passagers en train d'ici 2030, réduire de 40 % les accidents routiers et améliorer la productivité portuaire. Un nouveau modèle de contractualisation par performance est mis en place pour renforcer la gouvernance des entités publiques, notamment dans l'aviation et les services minibus.

Face à l'endettement de Transnet, le DoT a lancé un appel à manifestations d'intérêt (Request for Information – RFI) d'ouverture

au secteur privé de cinq corridors ferroviaires et portuaires jugés stratégiques. L'initiative a rencontré un écho positif, avec 163 réponses reçues, illustrant l'intérêt du marché. Le processus d'appels d'offres formels devrait être lancé fin août 2025.

Création d'un véhicule de garantie de 500 M USD pour soutenir les premiers projets privés de transmission électrique en Afrique du Sud (Engineering News)

Le gouvernement sud-africain va lancer en 2026 un véhicule de garantie (CGV) dotée d'un capital initial de 500 M USD, visant à réduire les risques associés aux projets d'infrastructures construits par des investisseurs privés, sans garantie souveraine. Ce mécanisme, soutenu par la Banque mondiale, fournira des garanties de paiement et de résiliation aux consortiums sélectionnés, tout en se finançant via les primes incluses dans les tarifs d'électricité. Le Trésor national contribuera à hauteur de 20 % (100 M EUR), en mobilisant un prêt de la Banque mondiale et potentiellement d'autres bailleurs dans le futur et en particulier les prêts labellisés JETP.

Ce dispositif innovant accompagnera en premier lieu les projets indépendants de transmission d'électricité (ITP), dont le premier appel à manifestations d'intérêts a été lancé le 31 juillet 2025. Sept grands corridors sont ciblés, représentant 1 164 km de lignes à haute tension et 2 630 MVA de capacité de transformation. À terme, ces infrastructures permettront de connecter 3 222 MW supplémentaires d'énergie renouvelable. Le modèle économique envisagé repose sur un partenariat de type "Build, Operate, Transfer (BOT)" sur 25 à 30 ans, avec un transfert final des actifs à la société nationale de transmission (NTCSA).

Cette première opération s'inscrit dans un programme plus large, destiné à construire 14 000 kms de ligne de transmission nécessaires au développement des énergies renouvelables d'ici 2034 pour un coût d'environ 20 Mds EUR. Le secteur privé est incité à investir tout en minimisant les risques, dans le cadre de la transition énergétique du pays. Le CGV pourrait

ensuite être élargi à d'autres secteurs critiques tels que la logistique ou l'eau.

Recours juridique d'Eskom contre l'octroi de licences de négoce d'électricité par le régulateur Nersa (Engineering News)

Eskom a engagé le 29 juillet dernier un recours en justice contre la décision du régulateur Nersa d'octroyer en 2024 des licences à cinq nouveaux négociants en électricité (Green Electron Market, CBI Electric Apollo, GreenCo Power Services, Discovery Green et NOA Group Trading), y compris pour le commerce transfrontalier pour Greenco.

Eskom s'inquiète de perdre le contrôle du marché de l'électricité au bénéfice de ces acteurs privés. L'entreprise publique estime que ces autorisations constituent un changement de politique unilatéral et mettent en péril son modèle économique, notamment en facilitant la captation de ses clients les plus rentables, au détriment des tarifs réglementés et des mécanismes de subvention qui assurent l'accès à l'électricité pour les plus vulnérables dans le pays.

Ce recours juridique pourrait ralentir le processus de libéralisation du secteur électrique sud-africain. Pour rappel, la libéralisation du marché de l'électricité s'inscrit dans le cadre de la réforme prévue par l'Electricity Regulation Amendment Act de 2024, qui prévoit la création d'un opérateur de système de transport indépendant (TSO) sur une période de cinq ans, la National Transmission Company South Africa (NTCSA), créée en 2023. Celle-ci a déjà obtenu le transfert de pouvoirs liés aux contrats d'achat d'électricité des producteurs indépendants (IPP), avec le soutien confirmé des bailleurs internationaux. Dans ce contexte, le SAWEM (South African Wholesale Electricity Market), actuellement en cours de structuration, ambitionne de mettre en place une plateforme d'échange non discriminatoire entre producteurs, négociants et opérateurs financiers.

Le ministre des télécommunications Solly Malatsi effectue une visite en Chine (MyBroadband)

Lors d'une récente visite en Chine (Pékin, Shanghai et Shenzhen), le ministre sud-africain des Communications et Technologies numériques (DCDT) Solly Malatsi a rencontré les équipes de China Satellite Network Company (CSNC) pour évoquer le potentiel déploiement de leur réseau en Afrique du Sud. CSNC est un consortium étatique chinois dont l'ambition est de déployer une constellation de 13 000 satellites en orbite basse (LEO) destinés aux services de télécommunication. CSNC pourrait ainsi se positionner comme concurrent de Starlink, dont les services restent bloqués dans le pays pour des raisons réglementaires, mais aussi d'Eutelsat-OneWeb, dont les services sont déjà déployés via des partenaires locaux.

Lors de sa visite, le ministre Malatsi a également participé à la World Artificial Intelligence Conference et à un sommet de haut niveau sur la gouvernance mondiale de l'IA. Les deux gouvernements ont également convenu de négocier un accord bilatéral (MoU) sur l'intelligence artificielle.

Des discussions ont également eu lieu avec l'Export-Import (Exim) Bank of China afin d'explorer les possibilités de financements liés à l'acquisition et au déploiement de technologies chinoises. Le ministre a aussi rencontré des représentants des entreprises Honor et Huawei pour soutenir leurs programmes visant à favoriser l'accès des jeunes aux technologies numériques en Afrique du Sud. Solly Malatsi [participe régulièrement](#) à des événements organisés par des entreprises chinoises (Honor, TikTok...) en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud obtient un prêt de 500 M EUR de l'Allemagne pour sa transition énergétique juste (BusinessDay)

L'Allemagne renforce son soutien à la transition énergétique sud-africaine (Just Energy Transition Partnership) avec l'octroi d'un nouveau prêt concessionnel de 500 M

EUR, accordé par la KfW, sa banque publique de développement. Ce prêt porte à 1,3 Md EUR le montant total engagé par Berlin dans le cadre de son appui aux réformes climatiques de l'Afrique du Sud.

Le JETP, composé de 9 Etats et organisations donatrices, a été lancé lors des discussions climatiques de l'ONU à Glasgow (COP 26), en 2021, avec l'Afrique du Sud qui a été le premier bénéficiaire de prêts, de garanties financières et de subventions pour s'éloigner du charbon en développant les énergies renouvelables ainsi que les voitures électriques et l'hydrogène décarboné. L'objectif est d'allier investissements climatiques et justice sociale dans un modèle de développement plus résilient. La France en ayant engagé 1 Md EUR en Afrique du Sud est l'un des principaux membres de cette coalition.

La Banque centrale (SARB) abaisse son taux directeur à 7,00 % et annonce une cible d'inflation à 3 % (Resbank)

Lors de son comité de politique monétaire du 31 juillet, la Banque centrale sud-africaine (SARB) a abaissé son taux directeur de 0,25 point, le portant à 7,0 %. Pour mémoire, depuis fin 2024, la SARB a déjà réduit ses taux de 1 point au total, avec deux baisses de 0,25 point cette année en janvier et mai. Par ailleurs, la banque centrale a annoncé qu'elle viserait désormais le bas de sa fourchette cible d'inflation, soit 3 %, contre une fourchette comprise entre 3 et 6 % auparavant. Ce recentrage a pour objectif d'ancrer durablement les anticipations d'inflation à un niveau plus bas. Le ministre des Finances, Enoch Godongwana, a toutefois précisé qu'aucun changement officiel de cette cible ne sera annoncé prochainement, soulignant que toute modification devra faire l'objet d'un processus de consultation impliquant le ministère des Finances, les parties concernées et le cabinet.

Enfin, dans ce contexte, la SARB a revu à la baisse ses prévisions de croissance, désormais attendues à 0,9 % en 2025, 1,3 % en 2026 et 2 % en 2027, en raison de la

relative faiblesse de l'activité économique en début d'année, du maintien de taux d'intérêt réels encore élevés, ainsi que de l'hypothèse d'une hausse des droits de douane américains sur les importations en provenance d'Afrique du Sud. Elle prévoit une baisse progressive du taux directeur, qui devrait atteindre 6,69 % fin 2025, puis 5,98 % en 2026 et 5,84 % en 2027.

Angola

Le gouvernement annonce une ligne de financement de 54,6 MUSD pour soutenir les entreprises victimes des émeutes (Ministère des finances)

Du 28 juillet au 30 juillet ont eu lieu de graves émeutes à Luanda et dans quelques villes du pays à l'occasion de l'appel à la grève du syndicat des taxis organisée pour contester la hausse des prix des transports qui a découlée de la décision du gouvernement d'augmenter le prix du litre de diesel de 300 à 400 kwanzas (0,28 à 0,38 EUR). Les manifestations ont dégénéré en des actes de vandalisme et de pillage de magasins, supermarchés et entrepôts et des affrontements avec les forces de l'ordre. Ces émeutes ont provoqué 30 morts (dont 1 policier), plus de 200 blessés et environ 1000 arrestations. L'Association des entreprises de commerce et de distribution modernes d'Angola (ECODIMA) a dénombré 91 établissements commerciaux vandalisés.

Afin de soutenir les entreprises touchées par les actes de vandalisme et de pillage, le gouvernement a débloqué une ligne de financement d'un montant de 50 Mds AOA (54,6 MUSD). Les entreprises concernées doivent s'adresser à la banque BPC pour obtenir ces crédits à taux d'intérêt de 5 % et avec période de grâce de 9 mois. Pour ces entreprises, une récupération plus rapide et à 100 % de la TVA ainsi que des exonérations de charges sociales pendant 3 mois (sous conditions de maintien des salaires) sont aussi mises en place. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un plan de soutien aux établissements commerciaux dans le but de préserver les emplois, d'assurer la régularité de l'approvisionnement et de revenir le plus rapidement possible à la normale.

La banque centrale débloque 162,7 M USD pour soulager la pression saisonnière sur le marché des changes (BNA)

La Banque nationale d'Angola (BNA) a annoncé la réalisation d'une vente ponctuelle de devises d'une valeur de 162,7MUSD afin de répondre à l'augmentation saisonnière de la demande en devises étrangères. L'opération vise à renforcer la capacité des banques commerciales à répondre plus rapidement aux demandes des particuliers et des compagnies aériennes opérant dans le pays, pendant les mois de juillet et août. Selon la BNA, 71,8 MUSD ont été mis à disposition pour les opérations des particuliers et 90,9 MUSD pour les opérations des compagnies aériennes. La pression saisonnière sur le marché des changes qui s'exerce pendant cette période est due à une demande accrue de devises pour les voyages à l'étranger, ainsi qu'à la nécessité pour les compagnies aériennes d'effectuer des paiements internationaux.

Cette mesure vise à assurer une plus grande fluidité des transactions en garantissant la liquidité des banques commerciales, à éviter les retards dans les opérations et à stabiliser le marché des changes, en évitant une tension sur le kwanza due à la pénurie de devises.

Malawi

Le FMI conclut sa consultation au titre de l'article IV avec le Malawi et alerte sur une situation macroéconomique et financière préoccupante (FMI)

Le FMI a conclu sa consultation Article IV 2025 pour le Malawi, pointant dans son rapport d'importants défis macroéconomiques. Le pays fait face à une croissance structurellement faible, une inflation persistante, des dynamiques fiscales et d'endettement insoutenables, ainsi qu'à un recul de l'aide publique au développement.

En 2024, la croissance du PIB réel a ralenti à 1,8 % (contre 1,9 % en 2023), pénalisée par une production agricole inférieure aux attentes (sécheresse causée par El Nino) et une sévère pénurie de devises. L'inflation reste élevée, tandis que le déficit budgétaire global a atteint 10,1 % du PIB sur l'exercice 2024/25, en raison de recettes fiscales moindres, de dépenses liées aux élections et d'une charge d'intérêts croissante. Le déficit du compte courant s'est nettement creusé sous l'effet d'une demande d'importations soutenue. La dette publique a atteint 88 % du PIB fin 2024, avec une charge d'intérêts estimée à près de 7 % du PIB.

À moyen terme, la croissance devrait progresser modérément, passant de 2,4 % en 2025 à 3,4 % en 2029. L'inflation devrait se stabiliser autour de 15 %, sous la pression de la croissance monétaire et du taux de change, tandis que les déficits primaires persistants continueront d'alimenter ces tensions. Les risques à la baisse incluent le blocage politique de la mise en œuvre des réformes macroéconomiques, une baisse plus importante que prévue de l'aide extérieure, les tensions commerciales, de possibles troubles sociaux liés aux élections, et une production alimentaire insuffisante.

Mozambique

Fitch confirme la note de crédit du Mozambique à CCC (*Fitch*)

Dans une note publiée le 4 août, Fitch justifie le maintien de la note de crédit en monnaie étrangère à CCC, en raison de l'amélioration de l'instabilité politique, ainsi que des perspectives favorables concernant la performance des principaux indicateurs macroéconomiques à moyen terme. Les tensions politiques et sociales au Mozambique se sont considérablement apaisées au cours du 1^{er} semestre 2025. Malgré une contraction au 1^{er} trimestre et les effets négatifs de la pénurie de devises étrangères sur l'activité des entreprises, Fitch prévoit une légère augmentation de la croissance à 2,5 % en 2025 (après 2,4 % en 2024). La croissance devrait atteindre 3,4 % en 2026 et de 4 % en 2027.

D'importantes contraintes financières persistent. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 3,4 % du PIB en 2026 et 3,6 % en 2027, principalement en raison d'une baisse des dépenses publiques. En 2024, le gouvernement a accumulé des arriérés de paiements extérieurs envers plusieurs créanciers bilatéraux et multilatéraux (FMI, BID, Portugal) et l'agence considère que l'accumulation d'arriérés s'est poursuivie en 2025. Fitch prévoit une légère augmentation de la dette publique et une stabilisation à 92 % du PIB en 2026 et 2027 (après une réduction à 91 % en 2024, contre 97,7 % en 2023, reflet principalement des règlements extrajudiciaires liés au scandale de la dette cachée). En février dernier, l'agence avait dégradé la notation de crédit du Mozambique en raison de pressions financières : les manifestations prolongées après l'élection présidentielle d'octobre 2024 ont entraîné un ralentissement de l'activité économique, un élargissement du déficit budgétaire et la suspension du programme du FMI, ce qui a affecté la capacité du gouvernement à honorer les importantes échéances de dette en monnaie locale prévues pour 2025 et 2026.

La SFI prolonge son financement du développement pour le projet Chimura–Nacala au Mozambique (*Powerline*)

La Société financière internationale (SFI) va fournir un financement de développement pour soutenir les phases II et III de la ligne de transmission Chimura–Nacala au nord du Mozambique. Le corridor de transmission de 460 km est développé par Gridworks, une filiale de British International Investment, en partenariat avec Electricidade de Moçambique (EDM). Les phases II et III de ce projet d'une valeur de 400 millions de dollars comprennent : une ligne de 272 km à 400 kV entre Alto Molócuè et Namialo, une ligne de 98 km à 220 kV entre Namialo et Nampula, une ligne de 90 km à 220 kV entre Namialo et Nacala-à-Velha, et deux nouvelles sous-stations à Namialo et à Nacala-à-Velha.

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 10,25 % (*Banco de Moçambique*)

Réuni le 31 juillet 2025, le Comité de Politique Monétaire de la Banque du Mozambique a décidé d'abaisser son taux directeur de 75 points de base, à 10,25 %. Cette décision reflète la consolidation des perspectives d'inflation à moyen terme à un chiffre, soutenue par la baisse des prix internationaux et la stabilité du metical. L'inflation annuelle est passée de 4,0 % en mai à 4,2 % en juin, une relative baisse après le pic de 4,8 % au mois de mars. Toutefois, les risques pesant sur les projections d'inflation demeurent élevés, en raison des défis liés à la mobilisation des ressources budgétaires, des incertitudes entourant la vitesse de reprise de la capacité productive dans un contexte d'instabilité politique, ainsi que des effets persistants des chocs climatiques.

Namibie

TotalEnergies conditionne son investissement dans le champ pétrolier offshore Venus à des garanties du gouvernement namibien (*Namibian Sun*)

Le géant français des hydrocarbures TotalEnergies a indiqué qu'il ne validerait pas une décision finale d'investissement dans le développement du champ pétrolier offshore Venus (participation à 45,25%)— considéré comme l'un des plus prometteurs au monde — sans un accord ferme sur les conditions fiscales et opérationnelles avec le gouvernement namibien. Son PDG, Patrick Pouyanné, a souligné que la viabilité du projet dépendait d'un partenariat transparent et stable, notamment sur les modalités de partage des coûts et des risques au vu de la complexité du gisement.

Alors que la décision finale d'investissement est envisagée pour 2026, plusieurs points restent à clarifier, en particulier concernant les exigences en matière de contenu local. Le gouvernement namibien envisagerait notamment de relever à 60 % la part minimale de participation locale en termes d'emplois d'ici 2030 et de 10 à 15% dans la prise de participation dans les projets. Si TotalEnergies reste confiant sur ses

capacités techniques, la société avertit que des conditions trop contraignantes pourraient compromettre le projet.

TotalEnergies propose d'investir dans un institut national de formation pétrolière afin de renforcer les compétences locales. Avec la dépréciation des actifs de Shell, Venus apparaît d'autant plus comme un projet clé pour les ambitions pétrolières de la Namibie à l'horizon 2030.

Une filiale de China National Chemical Engineering Company sélectionnée pour la construction (EPC) du mégaprojet Hyphen, projet d'hydrogène vert (*The Brief*)

CC7, filiale de l'entreprise d'Etat chinoise China National Chemical Engineering Company a été sélectionnée par Hyphen dans le cadre d'un contrat d'*engineering, procurement and construction* (EPC) pour la construction du plan grand projet d'hydrogène vert de Namibie. Situé dans le parc national Tsau //Khaeb, ce projet devrait couvrir une surface de 27 000 hectares pour un investissement total évalué à près de 10 Mds USD. Grâce à 3 GW de capacités photovoltaïques, l'objectif serait de produire 2,4 Mt d'ammoniac décarboné, principalement destiné à l'export (Europe et Asie).

Le développeur Hyphen Hydrogen Energy (HHE) est une coentreprise entre le groupe énergétique allemand Enertag et le fonds d'investissement britannique Nicholas Holdings. Fin 2024, le gouvernement namibien avait également pris une participation de 24%. Plusieurs gouvernements européens, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique sont en négociations pour financer une partie de ce projet. Le gouvernement allemand a cependant souligné qu'il ne pouvait pas prendre en charge l'intégralité des garanties sur les risques associés et que d'autres garanties devraient être fournies.

CC7 est une filiale du groupe étatique China National Chemical Engineering Group Corporation Ltd. (CNCEC). Il s'agit d'un acteur public chinois basé à Chengdu, spécialisé dans la construction de projets

industriels, pétrochimiques et d'infrastructures. CC7 a participé à la construction de près de 600 sites en Chine et près de 60 projets à l'international. L'entreprise aurait été sélectionnée à l'issue d'un appel d'offres international compétitif. CC7 a présenté ce contrat comme une contribution à la Belt and Road Initiative portée par le gouvernement chinois.

Malgré ces promesses, le projet de Hyphen reste en cours de développement et aucune décision finale d'investissement n'a encore été prise. Des engagements financiers, autorisations réglementaires, et contrats d'achats (offtake) restent notamment à sécuriser. L'un des principaux obstacles concerne l'impact environnemental du projet, souvent critiqué à cause de sa localisation dans une zone sensible pour la biodiversité.

La Namibie souhaite imposer une obligation de 51 % de participation locale dans les nouveaux projets miniers (Business Express)

Lors de l'ouverture de la Mining Expo 2025 à Windhoek le 5 août dernier, le Vice-Premier ministre et ministre des Mines et de l'Énergie, Natangwe Ithete, a annoncé que son ministère travaillait à la mise en place de mécanismes pour garantir 51 % de participation namibienne minimale dans toutes les nouvelles coentreprises minières. Le nouveau plan de développement dévoilé fin juillet (NDP6), vise même 60% pour 2030.

Cette orientation s'inscrit dans une stratégie plus large de développement équitable du secteur minier, pilier de l'économie nationale (environ 12% du PIB en 2023 et plus de 50% des exportations). Le ministre a souligné que cette politique, en cours de discussion dans le cadre de la révision du *Minerals Bill*, visait à renforcer la création d'emplois, la valorisation locale, et la transformation économique du pays. Il a par ailleurs averti les détenteurs de permis inactifs que des mesures seront prises contre la rétention spéculative de droits miniers.

Malgré la volonté du gouvernement namibien de créer un maximum de valeur locale, le pays manque encore largement de compétences, de capital, de technologies, de cadre réglementaire et d'infrastructures dans le secteur ce qui devrait limiter la mise en place d'une telle mesure. Pour rappel, près de 80% des capitaux miniers dans le pays sont étrangers.

La Namibie lance une stratégie décennale pour moderniser et étendre ses marchés de capitaux, visant à tripler la valeur des actifs cotés d'ici 2035 (Moneyweb)

La Namibie a dévoilé une stratégie sur dix ans visant à étendre ses marchés de capitaux en introduisant chaque année cinq nouveaux instruments financiers, en augmentant de 70 % le nombre d'investisseurs enregistrés, et en faisant passer la valeur des actifs cotés à la Bourse namibienne de 17,3 % à 75 % du PIB d'ici 2035. Ce plan s'inscrit dans une volonté d'attirer des capitaux à long terme, de renforcer le financement des entreprises et de réduire la dépendance à l'égard des industries extractives.

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie prévoit notamment d'encourager la détention locale de parts dans des entreprises internationales, de soutenir la création d'un pôle d'innovation centré sur les technologies financières, d'offrir des incitations aux institutions financières innovantes, et de renforcer l'éducation financière des investisseurs. Elle met également en avant des outils de financement alternatifs tels que le crowdfunding, le capital-risque et la titrisation, pour améliorer l'accès au financement des PME et des secteurs émergents.

Les autorités de régulation, notamment la Banque centrale et la *Namibia Financial Institutions Supervisory Authority*, piloteront les réformes destinées à aligner les pratiques nationales sur les standards internationaux et à attirer investisseurs locaux et étrangers.

Zambie

L'inflation ralentit au mois de juillet (Zamstats)

Selon l'agence nationale de statistiques (ZamStats), l'inflation s'est établie à 13,0 % en glissement annuel au mois de juillet, contre 14,1 % en juin. Ce repli est attribuable à un ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires (+15,3 %, après +16,7 %) ainsi que des produits non-alimentaires (+9,7 %, après +10,3 %). Cette évolution intervient dans un contexte économique plus favorable, porté notamment par la remontée des cours du cuivre (dont la Zambie est le deuxième producteur africain), qui a contribué à une appréciation de près de 21 % du kwacha face au dollar depuis le début de l'année.

La poursuite de la modération de l'inflation renforce les anticipations d'un assouplissement monétaire. Après avoir maintenu son taux directeur à 14,5 % en mai, la Banque centrale pourrait envisager une baisse lors de sa prochaine réunion. L'inflation reste toutefois bien au-dessus de la limite supérieure de la cible de la banque centrale (8 %) depuis 2019. Les autorités monétaires tablent sur un retour dans la bande cible au premier trimestre 2027, avec une inflation moyenne projetée à 13,8 % en 2025 et 8,8 % en 2026.

Le FMI approuve un décaissement de 184 M USD et le gouvernement annonce la sollicitation de l'extension du programme ECF (Reuters)

Le Conseil d'administration du FMI a achevé le cinquième examen du programme de Facilité de Crédit Élargie (ECF), permettant un décaissement immédiat de 139,88 millions de DTS (environ 184 M USD). Ce versement porte le

total des fonds reçus dans le cadre du programme à 1,55 Md USD. Pour mémoire, le programme vise à stabiliser la macroéconomie, restaurer la soutenabilité de la dette et des finances publiques, renforcer la gouvernance et soutenir une croissance inclusive pour améliorer les conditions de vie.

La performance globale du programme est jugée satisfaisante, avec la majorité des objectifs quantitatifs et indicatifs atteints à fin 2024 et début 2025, malgré trois objectifs manqués (recettes fiscales hors mines, apurement des arriérés, et accumulation des réserves). La Zambie, qui a subi les effets d'une terrible sécheresse en 2024, a affiché une croissance réelle estimée à 4 % cette année-là, grâce à la résilience des secteurs minier et des services. Selon les prévisions, la croissance devrait accélérer à 5,8 % en 2025 grâce à la reprise agricole et la bonne dynamique économique. L'inflation devrait baisser progressivement à 11 % fin 2025, même si des risques subsistent liés aux incertitudes mondiales.

Le programme ECF actuel doit se terminer en octobre 2025, avec un dernier examen prévu qui pourrait permettre un décaissement supplémentaire d'environ 180 M USD, portant le total des financements à 1,73 Md USD. Dans ce contexte, le gouvernement zambien a officiellement annoncé sa volonté de solliciter une extension de 12 mois du programme, ce qui pourrait augmenter l'enveloppe totale à 1,88 Md USD d'ici octobre 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr